

Jean Cordillot  
rue du professeur Ramon  
89 100 sens

Sens le 9 octobre 2012.

Contribution pour le congrès.

Chers camarades,

Le rapport présenté au conseil national par Patrice Bessac est formidablement stimulant pour notre réflexion. Il se situe à la hauteur de l'exigence clairement formulée : « prendre vingt ans d'avance », « manifester par un texte fondateur cette ambition ». (Dans sa conclusion, Patrice Bessac précisera et complétera : « par un texte et des actes fondateurs »).

J'applaudis à deux mains à l'affirmation selon laquelle la question de « l'hégémonie culturelle est le point de départ nécessaire de toute réflexion », au développement (très fort) sur la nécessité de « déracialiser le débat français » et de faire « retour aux Lumières ».

Je me retrouve totalement dans ce qui est clairement précisé à propos de « nos rapports avec la majorité gouvernementale » et dans ce qui est avancé sur la conception et le devenir du Front de Gauche : mon expérience personnelle me convainc de la nécessité impérieuse et urgente d'engager et de poursuivre le débat sur cette dernière question.

Je salue enfin ce qui a trait à « la transformation et au rayonnement du parti » : pour la première fois, j'ai vraiment le sentiment que l'on sort des formules rituelles et du formalisme, que l'on aborde franchement, au fond, et avec détermination la problématique de créer un nouveau parti communiste, de signer « un acte de renaissance de l'ambition communiste et donc d'un processus de travail ouvert et nouveau ».

Le rapporteur a eu la sagesse de rester sur les hauteurs du débat qui s'ouvre -et qui s'impose- à nous. Il a eu la sagesse de préciser qu'il se proposait « de soulever quelques enjeux » (mais ô combien décisifs !), « Sans préjudice de notre débat commun » et le calendrier retenu fait justement « appel à contributions ».

Il est certain que le (s) document (s) qui sortira (ont) du congrès abordera (ont) bien des questions politiques qui ne sont pas traitées dans le rapport et dont l'actualité impose l'analyse.

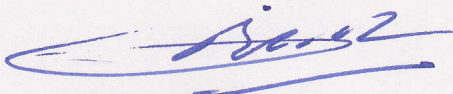
Parmi ces questions, il en est une que je veux évoquer plus particulièrement, c'est celle de la dette. Pourquoi ?

Une campagne effrénée fait de la dette, du remboursement de la dette, un préalable absolu : hors du remboursement intégral et à marche forcée de la dette, point de salut ! La dette est diabolisée. La dette plombe tout. Depuis quelques jours, Hollande et Ayrault ajoutent à leur campagne un nouveau registre et relaient un argument naguère martelé par la Sarkozye : "nous ne pouvons ni ne devons laisser ce fardeau de la dette en héritage à nos enfants et petits-enfants" ! Ne nous le dissimulons pas : ce battage fait des ravages -j'en puis témoigner- y compris dans nos propres rangs.

Or je ne trouve pas que nous ayons été suffisamment à l'offensive sur cette question. Nous nous sommes -à mon avis- montrés trop timides et même parfois peu clairs, voire hésitants. Il faudrait -toujours selon moi- expliquer précisément et de façon concrète et pédagogique l'origine (ou les origines) de la dette, faire la part de la dette que l'on peut qualifier d'illégitime (et dire pourquoi), montrer, exemples à l'appui, qu'il y a dette et dette et que la dépense publique (décrite et à laquelle on s'attaque) est non seulement source d'emplois et de services rendus mais qu'elle est facteur de développement et créatrice de richesses. Certes, nous le faisons mais ne faudrait-il pas être encore plus offensif ? Évidemment, les documents de congrès ne peuvent pas entrer dans tous les détails mais, en accordant à cette question de la dette le relief qu'elle mérite, ils stimuleraient la réflexion dans le parti (et même au-delà) ce qui nous armerait pour la bataille idéologique.

Telle est la modeste contribution que je souhaitais apporter.

Recevez, chers camarades, mes fraternelles salutations communistes.



Jean Cordillot  
fédération de l'Yonne  
section de sens